



Convention de désignation d'un Maître d'Ouvrage Unique pour la conduite de l'opération de construction d'une Unité de Valorisation Energétique (UVE) dédiée au remplacement de la Centrale Energie Déchets

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la commande publique, et notamment son article L2422-12 ;

VU la convention cadre d'entente pour le traitement des déchets en date du 21 octobre 2020

VU la décision prise à l'unanimité lors de la conférence de l'Entente en date du 28 avril 2023 de transférer la maîtrise d'ouvrage du SYDED 87 et d'Evolis 23 à Limoges Métropole concernant l'opération de construction d'une Unité de Valorisation Energétique (UVE) dédiée au remplacement de la Centrale Energie Déchets

VU la délibération de de LIMOGES METROPOLE en date du **A COMPLETER** approuvant la présente convention de transfert de maîtrise d'ouvrage au titre de l'article L2422-12 du code de la commande publique ;

VU la délibération de l'assemblée délibérante du SYDED 87 en date du **A COMPLETER** approuvant la présente convention de transfert de maîtrise d'ouvrage au titre de l'article L2422-12 du code de la commande publique ;

VU la délibération du comité syndical d'EVOLIS 23 en date du **A COMPLETER** approuvant la présente convention de transfert de maîtrise d'ouvrage au titre de l'article L2422-12 du code de la commande publique.

Entre les soussignés :

LIMOGES METROPOLE ,

Dont le siège est sis : 19 rue Bernard Palissy, CS 10001, 87031 Limoges cedex 1, représenté par son Président, Guillaume GUERIN, dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes par délibération du **A COMPLETER** 2023, et domicilié audit siège ;

Ci-après « LIMOGES METROPOLE ou le Maître d’Ouvrage Unique »

Et : Le SYDED HAUTE VIENNE,

Dont le siège est sis : 19 rue Cruveilhier, 87031 Limoges, représenté par son Président Alain AUZEMERY, dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes par délibération du **A COMPLETER** 2023, et domicilié audit siège ;

Ci-après désignée par « le SYDED 87 »

Et : EVOLIS 23,

Dont le siège est sis : Grandes Fougères à Noth, représenté par son Président Patrick ROUGEOT, dûment habilité pour intervenir en cette qualité aux présentes par délibération du **A COMPLETER** 2023, et domicilié audit siège ;

Ci-après désignée par « EVOLIS 23 »

Conjointement dénommées « les Parties »

REÇU EN PREFECTURE

le 08/06/2023

Application agréée E-legalite.com

Table des matières

PREAMBULE.....	6
ARTICLE 1 : OBJET	8
ARTICLE 2 – PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LE MAITRE D’OUVRAGE UNIQUE ...	8
ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MISSION DU MAITRE D’OUVRAGE UNIQUE	9
ARTICLE 4 : COORDINATION.....	10
ARTICLE 5 : RESPONSABILITES.....	10
ARTICLE 6 : SUIVI DE L'OPERATION.....	11
ARTICLE 7 : RECEPTION.....	11
ARTICLE 8 : FINANCEMENT	11
ARTICLE 9 : PAIEMENT ET FCTVA	12
9.1 Paiement.....	12
9.2 FCTVA.....	13
ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE	13
ARTICLE 11 : RÉSILIATION	14
ARTICLE 12 : LITIGES	14
ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE	15

PREAMBULE

LIMOGES METROPOLE et EVOLIS 23 sont compétents en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés, qu'ils exercent sur l'ensemble de leur territoire respectif.

Le SYDED 87 (regroupant la totalité des collectivités territoriales de la Haute Vienne hors LIMOGES METROPOLE) est compétent pour l'ensemble des collectivités qui en sont membres sur le traitement des déchets ménagers et assimilés, la collecte sélective en apport volontaire et la gestion et l'exploitation des déchèteries.

Une coopération entre les trois entités se développe depuis 2015 pour mutualiser les installations de traitement des déchets existantes.

Cette coopération s'inscrit pleinement dans le cadre du « schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires » (SRADDET) et du plan régional de gestion des déchets porté par la Région Nouvelle Aquitaine.

En effet la cohésion régionale, l'équité et la cohésion sociale font partie des défis qui apparaissent dans le schéma en matière d'aménagement durable. Cet enjeu de cohésion est essentiel pour affronter les changements auxquels est soumis le territoire régional, en insistant sur les coopérations entre territoires. L'aménagement du territoire doit également contribuer à corriger les inégalités sociales pour rendre plus forts l'unité entre les territoires composants cette grande région et les liens entre ses habitants, quel que soit leur lieu de vie ou leur origine sociale.

Ce sont là des objectifs recherchés par les trois entités pour développer cette coopération.

Aussi dans la perspective de création d'une structuration pérenne entre les trois entités, de type GIP, il a été créé, en application de l'article L. 5221-1 du Code Général des

Collectivités Territoriales une entente intercommunale entre EVOLIS 23, LIMOGES METROPOLE et le SYDED HAUTE VIENNE.

La convention cadre d'Entente est entrée en vigueur le 10 février 2020. Ce document cadre d'ensemble donne lieu à autant de conventions d'applications que nécessaires afin de répondre à l'objectif de coopération recherché. L'entente est administrée par une conférence qui débat des sujets d'intérêt commun.

Parmi les projets de coopération que la conférence a mis en lumière se trouve le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'une Unité de Valorisation Energétique (UVE) dédiée au remplacement de la Centrale Energie Déchets, sur une emprise actuellement propriété de LIMOGES METROPOLE.

Ce projet passe par la mise en œuvre d'un marché public global de performances qui réunira les prestations de conception de construction et d'exploitation conformément à ce que permet le Code la Commande publique.

Afin que la dévolution de ce marché et la réalisation des travaux se passent dans les meilleures conditions possibles en termes de coût et de coordination technique des prestations, LIMOGES METROPOLE, EVOLIS 23 et le SYDED 87 se sont accordés pour investir LIMOGES METROPOLE de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération objet de la présente convention.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage conformément à l'article L 2422-12 du Code de la Commande Publique relatif à l'organisation de la maîtrise d'ouvrage.

Aux termes de cet article :

« Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage mentionnés à l'article L. 2411-1 (...), ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention

précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme. »

CECI RAPPELE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de désigner un maître d'ouvrage unique chargé de la réalisation de l'opération commune aux Parties : financement, conception, construction et exploitation d'une Unité de Valorisation Energétique (UVE) dédiée au remplacement de la Centrale Energie Déchets.

Les Parties décident que LIMOGES METROPOLE est désigné Maître d'Ouvrage Unique de l'opération.

La présente convention définit :

- les modalités de mise en œuvre de ce transfert de maîtrise d'ouvrage ;
- les principes de répartition des coûts de l'opération entre les Parties.

Une convention financière spécifique viendra préciser les dispositions relatives à la répartition des coûts de l'opération entre les Parties ainsi que les modalités de remboursement.

Cette convention de financement pourra être amendée par avenants en tant que de besoin.

ARTICLE 2 – PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LE MAITRE D'OUVRAGE UNIQUE

Pour l'exécution des missions confiées au maître d'ouvrage unique, celui-ci est représenté par son Président, ou son représentant, qui est seul habilité à engager la responsabilité du maître d'ouvrage unique pour l'exécution de la présente convention.

Dans tous les actes et contrats passés par le maître d'ouvrage unique, celui-ci doit systématiquement indiquer qu'il agit également au nom et pour le compte du SYDED 87 et d'EVOLIS 23.

ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MISSION DU MAITRE D'OUVRAGE UNIQUE

Le Maître d'Ouvrage unique :

- assume sur le plan administratif et technique, l'étude et la réalisation de l'ensemble des actes nécessaires à la réalisation de l'opération visée à l'article 1^{er} de la présente convention dans le respect de la législation et réglementation applicables ;
- lance et passe le marché public global de performances ;
- a recours à sa Commission d'Appel d'Offres qui sera exclusivement compétente pour attribuer les marchés ;
- signe le marché et l'exécute ;
- sollicite pour son compte et perçoit les subventions, emprunts et assurances afférents à cette opération ;
- lance toute étude relative à l'ensemble de l'opération (y compris procédures réglementaires et relevés spécifiques) ;
- conclut, signe et exécute tous les contrats et marchés correspondants nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- procède au paiement des entreprises ;
- s'assure de la bonne exécution des marchés ;
- obtient toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux ;
- assure le suivi des travaux ;
- assure la réception des ouvrages ;
- fournit au SYDED 87 et à EVOLIS 23 la totalité des DOE et DIUO se rapportant aux travaux réalisés ;
- suit la période de garantie de parfait achèvement ;
- suit l'exécution du marché public de performances après la période de parfait achèvement ;

- engage toute action en justice et défend dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs et prestataires intervenant dans l'opération jusqu'à l'expiration du marché ; les Parties s'engagent à collaborer dans le suivi des actions pré-contentieuses ou contentieuses ;
- et plus généralement, prend toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

ARTICLE 4 : COORDINATION

Les Parties conviennent de la mise en place d'un « Comité de Pilotage » de l'opération, chargé de la coordination et du suivi de celle-ci.

Ce comité de pilotage se réunit à l'initiative du Maître d'Ouvrage Unique aussi souvent que nécessaire et sur demande expresse de l'une des Parties.

Ce comité de pilotage n'intervient qu'au titre de l'information des différents maîtres d'ouvrage ; il n'est pas doté de pouvoir de décision et n'empiète pas sur les prérogatives du maître d'ouvrage unique.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITES

Le Maître d'Ouvrage Unique Métropole est responsable, à l'égard du SYDED HAUTE VIENNE, d'EVOLIS 23 et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Il est en outre responsable, à l'égard du SYDED HAUTE VIENNE, d'EVOLIS 23 et des tiers, des éventuels dommages résultant d'engagements ou actions réalisés au-delà des missions qui lui ont été fixées par la présente convention.

Cependant il ne pourra être tenue responsable des dépassements de délais pour des motifs indépendants de sa volonté ou en cas de force majeure.

ARTICLE 6 : SUIVI DE L'OPERATION

Le Maître d'Ouvrage Unique donnera au SYDED 87, à EVOLIS 23 et à leurs agents dûment habilités, libre accès toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

Le Maître d'Ouvrage Unique doit donc laisser au SYDED 87 et à EVOLIS 23 libre accès à tous les dossiers concernant l'opération, ainsi qu'aux chantiers.

Toutefois, le SYDED 87 et EVOLIS 23 adresseront leurs observations éventuelles au Maître d'Ouvrage Unique et s'interdiront toute ingérence dans les relations du Maître d'Ouvrage Unique avec le titulaire du marché public global de performances.

Les Parties organiseront les échanges nécessaires entre services pour le suivi des opérations et la circulation de l'information.

ARTICLE 7 : RECEPTION

Après achèvement des travaux, il sera procédé par le Maître d'Ouvrage Unique, en présence des représentants du SYDED 87 et d'EVOLIS 23 dûment convoqués, à la réception des travaux contradictoirement avec les entreprises.

ARTICLE 8 : FINANCEMENT

Le Maître d'Ouvrage Unique élabore l'enveloppe financière prévue pour l'opération, ainsi que son plan de financement. Il assurera le financement de l'opération.

L'enveloppe financière prévisionnelle globale affectée aux travaux est estimée à 130 000 000 € HT.

Les honoraires de maîtrise d'œuvre (études) sont estimés à 17 000 000 € HT.

Soit un total des travaux incluant la maîtrise d'œuvre de 147 000 000 €HT (176 400 000 €TTC).

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée à l'exploitation et la maintenance de l'UVE pendant 10 ans est estimée à 60 000 0000 €HT (66 000 000 €TTC).

Une clé de répartition de la prise en charge du coût de l'opération par les Parties est fixée à partir du pourcentage prévisionnel d'utilisation de l'équipement en 2030.

Maître d'ouvrage	Clé prévisionnelle d'utilisation de l'équipement (en lien avec l'apport de déchets en 2030)
LIMOGES METROPOLE	50,10%
SYDED HAUTE VIENNE	30,10%
EVOLIS 23	19,70%

Cette clé de répartition permet d'établir une répartition prévisionnelle du financement entre les Parties des dépenses d'études, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre, de travaux et de coût de l'exploitation de l'équipement jusqu'au terme du marché public global de performances.

Après consultation et notification du marché public global de performances, les modalités précises de participation et de remboursement seront fixées par une convention financière spécifique dont les parties s'entendront pour fixer les termes et les délais en se référant aux compétences et aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 9 : PAIEMENT ET FCTVA

9.1 Paiement

Le Maître d'Ouvrage Unique fera l'avance, et assurera la liquidation des dépenses de l'opération dans son ensemble.

Le Maître d'Ouvrage Unique émettra les titres nécessaires à la participation du SYDED 87 et d'EVOLIS 23, déduction faite des éventuelles subventions.

LIMOGES METROPOLE ne percevra aucune rémunération à raison des missions réalisées en qualité de Maître d'Ouvrage unique au titre des présentes.

Si des recettes affectées par le Maître d'Ouvrage Unique au financement de l'opération sont, en tout ou partie, perçues par le SYDED 87 ou EVOLIS 23 en application du transfert de compétence objet de la présente convention, elles font l'objet d'un reversement au Maître d'Ouvrage Unique qui les emploie exclusivement au paiement du coût de l'opération ou des travaux décidés.

9.2 FCTVA

En application des règles relatives au Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), seuls le SYDED 87 et EVOLIS 23 pour les travaux réalisés pour leur compte et sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité, peuvent bénéficier d'une attribution de fonds de compensation puisque les dépenses réalisées par le Maître d'Ouvrage Unique ne constituent pas dans ce cas pour lui une dépense réelle d'investissement.

En conséquence, le SYDED 87 et EVOLIS 23 feront leur affaire de la récupération du FCTVA pour les travaux réalisés pour leur compte.

A cette fin, le SYDED 87 et EVOLIS 23 rembourseront le Maître d'Ouvrage Unique sur la base TTC du montant du marché public global de performances. Le Maître d'Ouvrage Unique exécutera les dépenses pour un montant TTC au nom et pour le compte des autres Parties.

ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

Après accomplissement des formalités de transmission aux services en charge du contrôle de légalité la présente convention entrera en vigueur à compter de la plus tardive des notifications du Maître d'Ouvrage Unique aux autres Parties.

Elle est conclue pour la durée du marché public global de performances et prendra fin à son terme.

Toutefois en cas de création d'une entité commune par les Parties à laquelle serait transférée l'équipement à construire, il sera mis un terme à la présente convention d'un commun accord entre les parties avant l'échéance du marché public global de performances.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION

La convention est conclue entre trois personnes publiques et relative à l'organisation du service public et aux modalités de réalisation en commun d'un projet d'intérêt général.

Elle ne peut donc faire l'objet d'une résiliation unilatérale que si un motif d'intérêt général le justifie, notamment en cas de bouleversement de l'équilibre de la convention ou de disparition de sa cause.

Cette résiliation devra intervenir après envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception par le co-contractants souhaitant mettre en œuvre cette résiliation aux deux autres co-contractants.

La notification la plus tardive enclenchera un délai d'échanges de six mois entre les Parties. Si au terme de ces trois mois aucun accord pour poursuivre l'exécution de la présente convention n'est trouvé la résiliation prendra effet.

Les Parties dresseront alors un décompte de résiliation.

ARTICLE 12 : LITIGES

Les Parties conviennent de régler à l'amiable les différents éventuels qui pourraient survenir au cours de l'exécution des présentes.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les parties, seront portés devant le Tribunal Administratif de Limoges.

ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires, les Parties font élection de domicile :

LIMOGES METROPOLE

19 rue Bernard Palissy, CS 10001, 87031 Limoges cedex 1

SYDED 87

19 rue Cruveilhier, 87031 Limoges

EVOLIS 23

Grandes Fougères à Noth

Fait à Limoges en trois exemplaires originaux.

Le **A COMPLETER** mai 2023

LIMOGES METROPOLE	SYDED 87	EVOLIS 23
Son Président	Son Président	Son Président